



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme Catherine VERNIQUET

☎ : 02.32.76.53.95

☎ : 02.32.76.54.60

✉ : catherine.verniquet@seine-maritime.pref.gouv.fr

Rouen, le

23 OCT. 2008

LE PREFET
de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Société VALNOR

SAINT VIGOR D'YMONVILLE

Prescriptions Complémentaires pour l'exploitation d'une plate forme de compostage

VU :

Le Code de l' Environnement et notamment son livre V,

La loi n° 79- 595 du 13 juillet 1979 relative à l'organisation des contrôles des matières fertilisantes et des supports de culture

L'arrêté ministériel du 18 mars 2004 qui a rendu d'application obligatoire la norme NFU 44- 095 relative aux composts de boue

L' arrêté préfectoral en date du 14 février 2005 autorisant la société VALNOR à exploiter une installation de fabrication de compost sur la commune de SAINT VIGOR D'YMONVILLE

L'arrêté préfectoral en date du 27 mars 2006 imposant à la société VALNOR des prescriptions complémentaires en vue d'incorporer des boues de station d'épuration dans son installation de compostage

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 juin 2008

La lettre de convocation au Conseil Départemental de l' Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques adressée le 27 août 2008

L'avis du Conseil Départemental de l' Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques(CODERST) en date du 9 septembre 2008

Le projet d'arrêté adressé à l'exploitant le 11 septembre 2008

Considérant :

Que la Société VALNOR exploite une installation de fabrication de compost à base de déchets verts , de déchets fermentescibles ou de bois à ST VIGOR D'YMONVILLE

Que , par arrêté préfectoral en date du 27 mars 2006 , des prescriptions complémentaires ont été imposées à la société VALNOR pour y incorporer des boues de station d'épuration dans ses installations de compostage .

Que l'exploitation a fait la demande de redéfinir la répartition quantitative des déchets apportés sur le site et que la modification ne modifie pas la capacité totale annuelle traitée sur le site qui reste de 55 000 tonnes

Que le seul impact significatif concerne les odeurs . Pour l'éviter, l'exploitant prévoit que les boues soient mélangées dès réception aux déchets verts et à des structurants (broyats, refus de criblage)

Que la demande formulée doit être considérée comme non notable

Qu'il y a lieu toutefois de soumettre cette activité aux prescriptions réglementaires applicables

Qu'il convient , en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article R 512- 31 du Code de l' Environnement précité

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société VALNOR dont le siège social est 5 rue de Courtalin - Magny le Hongre – 77703 MARNE LA VALLEE CEDEX 04 est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation de sa plate-forme de compostage située Parc d'activité rudologique des Alizés , parc du HODE 76430 SAINT VIGOR D' YMONVILLE

Article 2 -

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance des autorités de police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services départementaux d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L-514.1 du Code de l' Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-74 et suivants du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l' Environnement.

Article 6 :

Conformément à l'article L-514.6 du Code de l' Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa publication.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE , le maire de SAINT VIGOR D'YMONVILLE , le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SAINT VIGOR D'YMONVILLE

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,
CLAUDE MOREL

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : ... 23. OCT. 2008 ...
ROUEN, le ...

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du

--ooOoo--

VALNOR

Parc d'activités rudologiques des Alizés – Parc du Hode
76430 Saint-Vigor d'Ymonville

Claude MOREL

--ooOoo--

Arrêté préfectoral complémentaire

--ooOoo--

"Article 1: OBJET"

"1.2 Liste des installations" est remplacé par

1.2 Liste des installations

La plate forme de compostage est un établissement classé, soumis à autorisation, au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

N° de la rubrique	Désignation de l'activité	A ou D	Capacité
322 - B1 et 322-B3	Stockage et traitement d'ordures ménagères et autres résidus urbains	A	Broyage et compostage de déchets organiques: 40 000 tonnes/an
2260.1	Broyage, tamisage et mélange de substances végétales, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 200 kW	A	Un broyeur déchets verts et bois : 370 kW Un cribleur : 100 kW Total = 470 kW
167 - C	Traitements de déchets industriels provenant d'installations classées	A	- déchets de bois (palettes cassées, caisses cassées,...) : 5 000 tonnes/an - boues d'épuration de stations urbaines et industrielles, déchets organiques (fermentescibles) provenant d'industries agro-alimentaires (fruits, légumes...) bio déchets : 10 000 tonnes/an

Annexe 3

2170-1	Fabrication d'engrais et supports de culture à partir de matières organiques, lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/jour	A	Production de compost : 46 tonnes/jour
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas une annexe d'une exploitation agricole (sauf champignonnières), de dépôt étant supérieur à 200 m3	D	Stockage de compost : 3 285 m3
1530-2	Dépôts de papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3	D	Capacité de stockage de bois : 2 070 m3
2930	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, d'une surface supérieure à 500 m2 mais inférieure ou égale à 5 000 m2	NC	Un atelier de 260 m2
2920 2	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10' Pa, comprimant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW	NC	Deux compresseurs d'air de 3,75 kW et de 5 kW

A : autorisation - D : déclaration - NC : non classable

Plans de situation

[illegible]

ANNEXE 2

Plan du site de la société VALNOR

Echelle : 1/1000 ème

